



Pour publication immédiate 09/16/2015

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE 3,3 MILLIONS DE DOLLARS D'ARRIÈRES DE SALAIRES, DE DOMMAGES-INTERÊTS ET DE RÈGLEMENTS POUR 800 TRAVAILLEURS DU LAVAGE AUTOMOBILE, DE LA RESTAURATION, DES SUPERMARCHES ET DES FERMES**

***Les efforts du Gouverneur pour protéger les travailleurs exploités se poursuivent dans l'ensemble de l'Etat de New York.***

***Le Gouverneur reçoit le Prix du Champion de la diversité dans les communautés du Nord de l'Etat pour son engagement à générer des opportunités économiques et des emplois pour les latino-américains dans le Nord de l'Etat de New York.***

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que les récentes enquêtes pour protéger les travailleurs exploités dans l'Etat de New York ont conduit à près de 3,3 millions de dollars d'arriérés de salaires, de dommages-intérêts et de règlements pour 800 travailleurs. Ces efforts ont compris une enquête ciblée sur les salaires dans les stations de lavage automobile qui ont mis en évidence plus de 446 000 \$ de sous-rémunérations ; une enquête sur des supermarchés qui a révélé que des centaines de travailleurs n'avaient pas perçu les salaires appropriés ; et plus de 1 million de dollars de règlements ou de dommages-intérêts ordonnés pour des employés qui ont allégué une discrimination illégale contre leurs employeurs.

« Un juste salaire journalier pour un juste travail journalier est un droit et l'Etat de New York a une politique de tolérance zéro pour ceux qui cherchent à exploiter les travailleurs et leur refuser ce qui leur est légitimement dû », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Cette administration continuera de lutter contre le vol des salaires et d'autres pratiques d'emploi illégales dans l'ensemble de cet Etat , contribuant à assurer que l'opportunité et l'égalité sont disponibles pour tous. »

Le Gouverneur a annoncé les résultats de ces récentes enquêtes au Sommet Latino du Nord de l'Etat, où il a reçu le Prix du Champion de la diversité dans le Nord de l'Etat, en reconnaissance de son engagement à générer des opportunités économiques et des emplois pour les latino-américains dans la région du Nord de l'Etat. Le prix a été remis par Hilda Rosario Escher, Présidente et PDG de la Ligue d'action ibéro-américaine.

Dans le cadre des efforts du Gouverneur à l'échelle de l'Etat pour lutter contre l'exploitation des travailleurs, les enquêteurs de l'Etat mènent des enquêtes englobant de nombreuses industries où il y a des travailleurs aux faibles salaires – notamment les

salons de manucure, les restaurants, les entreprises du bâtiment, les magasins d'alimentation, et les stations de lavage automobile. Les travailleurs sont souvent victimes de vol de salaires, de trafic d'êtres humains, de représailles, de conditions de travail dangereuses ou insalubres, d'horaires irréguliers ou non programmés et de déductions illégales pour les fournitures, la formation ou les uniformes.

L'Etat travaille avec une variété de parties prenantes, notamment des organisations de défense, des syndicats du travail, des associations d'entreprises, des employés et des membres du public, pour identifier des violations potentielles des lois et réglementations.

### **Protéger les travailleurs des stations de lavage automobile**

Fin mai, les enquêteurs de l'Etat – agissant sur les indications du syndicat des grands magasins, des détaillants et grossistes (Retail, Wholesale and Department Store Union), New York Communities for Change et Make The Road New York – ont visité 11 stations de lavage automobile à Brooklyn et interrogé 77 travailleurs. Le Département du Travail a rencontré hors site des associations de travailleurs après le travail pour réunir des informations supplémentaires. Depuis cette enquête, l'Etat a identifié plus de 446 000 \$ de sous-rémunérations, et plus de 111 000 \$ de dommages-intérêts, qui étaient dus à 97 travailleurs. Les entreprises doivent aussi payer 30 000 \$ de pénalités.

Depuis janvier 2011, le Département du Travail a enquêté sur des plaintes de vol de salaire dans 98 stations de lavage automobile dans tout l'Etat. Ces enquêtes ont révélé 91 infractions et ont permis de rendre plus de 211 000 \$ à plus de 130 travailleurs.

### **Protéger les travailleurs de la restauration**

Entre janvier et juin 2015, les enquêteurs de l'Etat ont identifié plus de 680 000 \$ de paiement insuffisant de salaire et de dommages-intérêts prédéterminés contre des restaurants situés dans le Queens. Les enquêteurs ont visité 10 restaurants du Queens et ont trouvé 43 travailleurs qui n'étaient pas payés au salaire correct ou dont les heures supplémentaires n'étaient pas payées. Les entreprises ont également fait l'objet d'une évaluation de 35 000 \$ de pénalités.

A Manhattan, à la même période, les enquêteurs de l'Etat ont visité neuf restaurants et trouvé 588 000 \$ de paiement insuffisant de salaire et de dommages-intérêts prédéterminés pour 64 travailleurs. Les entreprises ont également fait l'objet d'une évaluation de 25 000 \$ de pénalités.

Au début de l'année, le Commissaire au Travail par intérim Mario J. Musolino a émis une ordonnance de salaire, sur la base des recommandations du Conseil des salaires de l'hôtellerie, pour augmenter les salaires des travailleurs de l'hôtellerie au pourboire à l'échelle de l'Etat dès le 31 décembre 2015.

### **Protéger les travailleurs des supermarchés**

Une enquête similaire a été lancée dans 25 supermarchés C-Town à Brooklyn. Entre décembre 2014 et janvier 2015, les enquêteurs de l'Etat ont découvert plus de 360 000 \$ de paiement insuffisant de salaire pour 323 travailleurs. Ils ont également fait l'objet d'une évaluation de 90 000 \$ de dommages-intérêts qui seront payés aux travailleurs.

Plusieurs de ces sites se sont révélés en conformité avec la loi et certains ont déjà payé à leurs travailleurs les salaires dus. D'autres sites se sont engagés dans des plans de paiement ou restent sous enquête.

### **Protéger les travailleurs des fermes**

Au cours des six premiers mois de 2015, les spécialistes du travail agricole de l'Etat ont aidé à recouvrer plus de 9 000 \$ d'arriérés de salaires pour 23 travailleurs agricoles qui étaient sous-payés.

Les spécialistes du travail agricole de Long Island et du Nord de la Ville de New York ont aussi trouvé et signalé des violations des lois fédérales et étatiques concernant le logement des travailleurs agricoles. Celles-ci portaient sur les conditions de logement insalubre, d'eau non potable, de surpeuplement et plus encore. Des cas de représailles et de trafic de main d'œuvre présumés ont également été signalés.

Au cours de la première moitié de 2015, les enquêteurs de l'Etat ont effectué plus de 380 visites de terrain et rencontré 300 entrepreneurs agricoles pour offrir une assistance au recrutement et informer les employeurs sur la conformité au droit du travail et les ressources disponibles. L'agence a accru le nombre des visites de terrain, réduit le nombre d'infractions et protégé les travailleurs en aidant plus d'entreprises à se conformer à la loi.

### **Offrir une aide aux travailleurs subissant une discrimination illégale**

En plus du recouvrement de salaires pour les travailleurs, l'Etat s'efforce de protéger constamment les travailleurs contre la discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, l'handicap, le sexe et d'autre forme de discrimination sur le lieu de travail. Depuis juin 2015, la Division des droits de l'homme a réalisé des règlements ou ordonné des dommages-intérêts totalisant plus de 1 million de dollars en faveur de plus de 250 employés de l'ensemble de l'Etat de New York qui ont allégué une discrimination illégale contre leurs employeurs dans une variété d'industries, notamment la distribution, la restauration, l'hôtellerie, la maintenance immobilière et la santé.

Par exemple, dans l'industrie des supermarchés au cours des trois derniers mois, la Division des droits de l'homme de l'Etat a ordonné des dommages-intérêts ou réalisé des règlements totalisant plus de 100 000 \$ concernant 10 plaintes pour discrimination à l'échelle de l'Etat. Après une audience en juillet, la Division a ordonné au supermarché situé dans le Queens de payer 8 215,90 \$ d'arriérés et de dommages-intérêts compensatoires et a imposé une amende supplémentaire au magasin de 5 000 \$ après qu'une caissière diabétique a été licenciée pour avoir demandé de faire des pauses pendant son quart pour aller aux toilettes. Bien que la politique du magasin était d'autoriser les employés à faire deux pauses par quart, le responsable de la caissière ne lui a permis qu'une seule pause sur une période de huit heures. Après s'être plainte d'un malaise un jour, le magasin a licencié la caissière.

En août, la Division a réglé une plainte pour 5 500 \$ d'un employé d'une société de gestion de déchets à Holbrook qui a porté plainte pour discrimination à l'emploi fondée sur la race et les représailles. L'employé a allégué qu'il était harcelé, qu'on lui refusait des promotions et d'autres avantages, et qu'on l'avait finalement congédié.

## **Aider tous les travailleurs exploités**

Ces enquêtes ciblées sur des abus dans certaines industries font partie des efforts du Gouverneur Cuomo pour aider tous les travailleurs exploités.

En mai, le Gouverneur Cuomo a annoncé le Groupe de Travail sur les salons de manucure pour diriger un effort à plusieurs volets visant à améliorer l'industrie des salons de manucure dans l'Etat de New York. Ces efforts ont déjà englobé des changements statutaires, réglementaires et administratifs.

En juillet, capitalisant sur son initiative pour protéger les travailleurs des salons de manucure, le Gouverneur a annoncé un groupe de travail, le premier du genre à l'échelle de l'Etat, pour éradiquer l'exploitation des travailleurs dans de multiples industries de l'Etat de New York. Ce Groupe de Travail, composé de 10 agences de l'Etat, identifiera et mettra fin aux pratiques illégales dans plus d'industries dans l'ensemble de l'Etat.

Les efforts de répression seront axés sur les industries aux taux les plus élevés de non conformité des employeurs et là où les travailleurs sont le moins susceptibles de se faire connaître, par crainte de représailles. En particulier, les industries ont été sélectionnées en fonction de l'isolement géographique ou communautaire de leur main d'œuvre au sein de l'industrie, le danger de la profession sur la base des taux de décès signalés, les expériences des enquêteurs à l'échelle de l'Etat, la prévalence de l'emploi dissimulé par l'industrie et les statistiques, et le pourcentage de la main d'œuvre immigrée dans chaque industrie.

Ceux qui ont des questions ou qui sont préoccupés par les salaires corrects, les conditions de travail sûres ou d'autres violations, doivent contacter la ligne d'assistance du Groupe de Travail au (888) 469-7365.

## **Campagne de justice économique Mario Cuomo**

En plus des efforts pour combattre l'exploitation des travailleurs, au début du mois, le Gouverneur a lancé la Campagne de justice économique Mario Cuomo. Elle comprendra la lutte pour augmenter davantage le salaire minimum de l'Etat de New York en 2016, avec un objectif de 15 \$ de l'heure. Comme le Gouverneur l'a dit, il s'agit de « la mesure la plus progressiste que nous puissions prendre pour aider les familles de cet Etat. »

###

Des informations complémentaires sont disponibles à [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
Etat de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418